

FACE À LA VIOLENCE, DÉMOCRATIE ET ETAT DE DROIT

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 23 FÉVRIER 2026

Toute mort due à une agression, et quels qu'en soient les motifs, est un drame humain et une défaite démocratique. Lorsque la violence se déchaîne, lorsqu'elle entend se faire loi, elle humilie l'intelligence collective, piétine le débat, nie la part d'humanité commune sans laquelle la démocratie n'est plus que la caricature mortifère des valeurs qu'elle porte. La mort de Quentin Deranque, quels qu'aient été ses engagements, ne fait pas exception et doit à ce titre être fermement condamnée, moralement, politiquement et juridiquement. Elle doit d'autant plus l'être qu'elle s'inscrit dans un cadre de dégradation démocratique marqué depuis maintenant plusieurs années par un regain des violences. L'appauvrissement du débat public, le recours de plus en plus fréquent, de la part de responsables politiques à des anathèmes, à des rhétoriques vengeresses, un vaste ressentiment social, ont contribué à cette montée en puissance du recours à la violence comme argument ultime. Ils y contribuent hélas, encore et toujours.

L'urgence commune devrait être aujourd'hui à la sérénité des débats, à l'apaisement plutôt qu'à la confrontation, à un retour à une norme démocratique privilégiant la confrontation des idées et non la désignation d'ennemis. Au lieu de cela, les calculs politiques dominent la scène politique, des médias attisent les flammes de futurs drames et les pouvoirs publics, au lieu d'en appeler au respect de la loi, désignent des coupables à tout-va.

Pire encore : par une sordide aberration, certains s'acharnent à faire du terme antifasciste le contraire même de ce qu'il a porté dans l'histoire et de ce qu'il porte encore. Oui, le fascisme existe aujourd'hui. Il se revendique parfois et trop souvent comme tel. Il lui arrive aussi d'endosser des habits neufs. Cela fait partie de la réalité politique de notre pays et de bien d'autres. C'est une réalité qui mérite d'être nommée et combattue. Mais jamais avec des moyens qui, insidieusement, alignent ce combat sur les valeurs et les méthodes auxquelles il s'oppose.

La lutte antifasciste est née de la défense des libertés publiques et de la démocratie. Elle a, sur ces bases, rassemblé largement, bien au-delà des clivages politiques. La LDH (Ligue des droits de l'Homme), qui s'honore d'avoir pris sa part dans ce combat, quelles que soient les vicissitudes qu'elle a dû affronter, est toujours restée fidèle aux valeurs de cet engagement citoyen, puissant parce que collectif et démocratique. Elle ne laissera pas, pour de basses raisons politiciennes, placer sur un même plan cet engagement humaniste avec ceux qui fédèrent des droites extrêmes racistes, antisémites, xénophobes et haineuses de la diversité de l'humanité.

LDH

Fondée en 1898



C'est dans ce cadre de défense des droits fondamentaux que la LDH saisit avec ténacité la justice et se porte en soutien des victimes de l'extrême droite, de celles et ceux que visent ses injures, ses menaces, ses passages à l'acte violents, projets terroristes ou meurtres à caractères raciste et antisémite, homophobe... Autant de motifs malheureusement trop souvent ignorés, minimisés, écartés comme mineurs du débat public.

La LDH n'aura de cesse de rappeler que c'est la justice, indépendante et impartiale, qui doit déterminer les responsabilités des violences, et en assurer la sanction. Ni le gouvernement et son administration, ni les groupes politiques, ni les médias, ni les appels à la vindicte populaire ne sauraient exercer cette fonction. C'est, il faut le rappeler encore et toujours, ce qu'on appelle l'Etat de droit.

La démocratie est aujourd'hui prise à partie par ses ennemis historiques et par d'autres, qui rêvent à sa transformation en régime autoritaire. Il en va de la responsabilité commune de tous les démocrates de faire échec à ce cauchemar. Cela passe par la condamnation ferme et entière des violences commises à Lyon et de l'homicide de Quentin Deranque. Cela passe tout autant par la défense de la primauté de l'Etat de droit, par la mise en échec des instrumentalisation sordides qui visent à affaiblir le débat démocratique dont notre pays a plus que jamais besoin.

LDH

Fondée en 1898

